

Christian SAUTTER

LE CAVALIER BLEU EN ALLEMAGNE

En juillet, nous sommes partis à la poursuite du « Cavalier bleu » (*Der Blaue Reiter*), dans les paisibles paysages du sud de l'Allemagne. Amoureux de la nature, épris de liberté, passionnés de lumière, de jeunes peintres talentueux avaient fui la grisaille des villes pour gagner des bourgs tels que Murnau. C'est là que Wassily Kandinsky et Gabriele Münter ont établi une belle maison où ils ont accueilli de nombreux artistes, dont Paul Klee venu de la Suisse voisine. Cela se passait en 1911 et l'on peut voir à Munich les toiles éclatantes de cette jeunesse optimiste et libertaire, quelques années avant que n'éclate l'affreuse Grande Guerre. Le mouvement du « Cavalier bleu », symbole de nature, de rupture des conventions, de jubilation ne survécut pas : les uns furent tués, les autres regagnèrent la Suisse. Otto Dix nous laissa des portraits cruels des horreurs de la guerre.

Dans toutes les petites villes que nous avons traversées, une usine pimpante sentait bon la peinture fraîche, parce que l'on y investissait sans rechigner pour moderniser les machines et les bâtiments, sensation qui fait si manifestement défaut dans les cités françaises, où les friches manufacturières se multiplient. Et Munich ! Nous avons aimé son métro moderne, propre, où il est facile d'acheter des tickets, où les contrôles sont invisibles, les agents sur les quais, et surtout les passagers n'ont pas cet air las et désabusé si fréquent dans les rames parisiennes.

La crise ? Les manifestations en sont si peu visibles outre-Rhin ! C'est le moment de se pencher sur le « modèle allemand », dont Guillaume Duval nous fait une description intelligente, non exempte de critiques (« Made in Germany », Seuil, 2013). Pourquoi l'Allemagne est-elle apparemment sortie de la « Grande récession de 2008 » alors que la France patauge dans la stagnation ?

L'orthodoxie budgétaire n'est à l'évidence qu'une raison annexe puisque l'auteur nous rappelle qu'entre 1999 et 2011, l'Allemagne a été en contravention européenne sur la règle des 3% de déficit budgétaire pendant 7 ans (sur 12 ans) et celle sur les 60% maximum de dette publique pendant 11 ans sur 12 ! Si Mme Merkel veut à toute force que les pays de l'Europe du sud, et la France aussi, complimentent leurs déficits, c'est pour ne pas devoir payer l'addition d'une nouvelle crise. « L'Allemagne paiera » est une expression qui a laissé une trace vive après la défaite de 1918 et qui a favorisé l'accession démocratique de Hitler au pouvoir en 1933. Et surtout, les Allemands de l'Ouest comme de l'Est, gardent gravé en eux le coût traumatisant de l'unification après la chute du mur de Berlin en 1989. Chaque année, les citoyens de l'Ouest ont payé 3% du PIB pour relever le niveau de vie et la capacité productive des 6 Länder de l'Est qui ont fusionné avec les 10 Länder de

l'Ouest. Et les Allemands orientaux ont vu disparaître leurs usines et leurs emplois, incapables de lutter contre leurs concurrents occidentaux, après que le Chancelier Kohl eut décidé pour des raisons politiques qu'un mark-est vaudrait désormais un mark-ouest (une usine deux fois moins efficace ne peut que produire à perte et faire faillite). Si un sujet fait consensus, c'est que le pays ne veut pas payer les ardoises de partenaires européens qui auraient refusé de procéder aux réformes douloureuses que les Allemands ont eux-mêmes acceptées. Sur ce point, la Chancelière a tous ses concitoyens, de droite et de gauche, derrière elle.

Souvenons-nous qu'il y a vingt ans, on parlait de l'Allemagne comme de l'homme malade de l'Europe ! Du fait de la réunification, le commerce extérieur était déficitaire, les finances publiques en berne et l'inflation en bourgeon. Schröder est devenu Chancelier social-démocrate en 1998, après que les mesures d'austérité de Kohl engagées dès le milieu des années 1990 aient rendus les conservateurs impopulaires. Le nouveau Chancelier, avec un talent certain, a convaincu ses compatriotes qu'il fallait baisser les impôts des plus aisés, réduire encore davantage les dépenses publiques. Il a été réélu en 2003 et a encore assoupli les règles du marché du travail. Les résultats macroéconomiques ont été spectaculaires : l'excédent du commerce international est monté à 6,5% du PIB en 2006 et dépasse encore 4% aujourd'hui : l'industrie a été tirée par l'exportation, malgré un euro élevé par rapport au dollar ou à la monnaie chinoise.

Ce qui est intéressant, ce sont les fondements de ce rebond et qui ont noms : codétermination, dualisme et équilibre territorial.

La codétermination, c'est la présence des salariés dans les comités d'entreprises qui existent dès le seuil de 5 salariés (50 en France) et l'accord (plus strict que l'avis !) qui est obligatoire pour restructurer la production. C'est la moitié des sièges des Conseils de surveillance des entreprises de plus de 5000 salariés (élus à la proportionnelle sans listes syndicales obligatoires). Les conséquences en sont claires : les salariés acceptent la modération salariale si et seulement si l'emploi est sauvegardé ; et ils consentent à délocaliser les phases de production les moins qualifiées dans les pays de l'Est à bas salaires, si les « emplois nobles » sont maintenus ou accrus en Allemagne. L'auteur nous apprend que le pouvoir d'achat des salariés permanents allemands est inférieur en 2012 à ce qu'il était en 2000 (alors qu'il a progressé de 11,8% en France).

Le dualisme, c'est derrière la face brillante des travailleurs qualifiés de l'industrie, une face cachée de « minijobs » à moins de 400 euros par mois avec très faibles cotisations et médiocre couverture sociale, qu'occupent 4,8 millions d'Allemands (en fait surtout des Allemandes au nombre de 3,1 millions). Le dualisme, nous le rencontrons aussi au Japon entre une industrie productive qui paie bien et des services qui paient peu. C'est économiquement rationnel et socialement accepté dans ces deux puissances industrielles. Si les salaires industriels sont élevés mais stables, c'est aussi parce que le coût des services et du logement est faible et stable et contribue donc indirectement au pouvoir d'achat de l'aristocratie

ouvrière des industries d'équipement d'outre-Rhin. Il est clair que la perspective proche d'un Smic à 8,50 € en Allemagne va remettre en cause ce dualisme.

L'équilibre territorial est aussi un facteur d'harmonie et de compétitivité. A la différence de la France, l'Allemagne n'est pas dominée par une capitale où se concentrent les pouvoirs économiques (les puissances du CAC 40) et politiques. Elle a 80 villes de plus de 100 000 habitants (41 chez nous) et 14 métropoles de plus de 500 000 habitants (4 en France). La décision est plus proche du terrain. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) y sont davantage considérées. L'État y est moins massif et se concentre sur les sujets stratégiques. Un bon exemple est l'éducation. Après le choc du déclassement de l'Allemagne dans l'enquête PISA de l'OCDE en 2000, montrant que les pays asiatiques prenaient la tête, l'État fédéral a donné l'alerte et les Länder ont réagi : l'enquête de 2009 a été bien meilleure. Alors que l'administration diplodocus du ministère français de l'éducation n'a pas frémi.

Depuis la défaite de 1945, l'Allemagne a poursuivi dans le consensus son projet « d'ordolibéralisme », fait de méfiance vis-à-vis de l'État, de décentralisation publique, de négociations au sein des branches et des entreprises, de foi dans l'industrie et dans le travail manuel qualifié. Elle est menacée à long terme par le déclin démographique, malgré une immigration trois fois supérieure à la nôtre : la population pourrait diminuer de 82 à 66 millions d'ici 2060, alors que la France passerait de 63 à 72 millions (cocorico !). Mais dans quels états seront nos pays si la France ne se secoue pas rapidement ? En France, qui peut trouver une majorité pour décentraliser l'administration publique et démocratiser l'entreprise privée ?

À trop pousser à la brutalité budgétaire de ses partenaires, l'Allemagne conduit l'Europe à la stagnation et à la crise dont elle veut éviter de payer les pots cassés. Mais une certitude me rassure : l'Allemagne a besoin de l'euro. La disparition de celui-ci ferait tant grimper le mark restauré que l'industrie allemande en souffrirait beaucoup, quels que soient les discours sur la « compétitivité hors-prix ». Or l'euro risque de disparaître au prochain typhon financier mondial si, d'ici là, l'Europe n'a pas retrouvé une croissance vigoureuse. Et c'est possible, avec deux leviers. Le premier est suggéré par un dangereux gauchiste teuton : le gouverneur de la Banque centrale allemande recommande une hausse des salaires en Allemagne (Échos 4.8.14). Le deuxième levier est de mobiliser l'épargne excédentaire de l'Europe (et notamment des Allemands) pour financer des grands travaux au sein de l'Union, y compris en Allemagne où les lignes à haute tension manquent pour faire circuler l'électricité écolo du nord au sud.

Angela Merkel sert les intérêts allemands qui coïncident à long terme avec ceux de l'Europe et donc ceux de la France.

Souhaitons que le cavalier seul de Berlin devienne le cavalier bleu européen !

5 septembre 2014